



ALIMENTONS L'EUROPE

**Objectif: 1 000 000 de paysans en plus,
2 000 000 d'emplois induits en Europe d'ici 5 ans**

**Une alimentation saine pour tous
Le débat se poursuit en région**

Le 11 mai 2009, la lettre ouverte « Alimentons l'Europe » a été adressée aux candidats aux européennes du 7 juin. Cette initiative impulsée par Minga et Nature et Progrès a bénéficié d'un large soutien d'organisations telles que la Confédération Paysanne, Frères des Hommes, le Comité national de liaison des régies de quartiers, les Amis de la Terre France, les AMAPs d'Ile de France, de Rhône Alpes et de Provence, le réseau Ecobatir, Action consommation...mais également de Jean Gadrey, Didier Anger, Gilles Clément, René Louail, Christian Jacquiau, Christian Velot, Isabelle Stengers, Jacques Testart...

18 candidats, et 6 formations politiques ont répondu à cette interpellation. Globalement la majorité d'entre eux considèrent que la promotion d'une agriculture paysanne - et pour certains d'entre eux, la réforme foncière qui en découle - est une priorité. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Il s'agit maintenant de passer à la mise en œuvre car la question alimentaire en Europe ne se joue pas seulement à Bruxelles et à Strasbourg, elle se joue partout dans toutes les collectivités. C'est dans la mise en œuvre et dans la capacité à se confronter localement à des conflits d'intérêts et d'usage que les mots auront un sens et que les engagements électoraux se concrétiseront dans des actions publiques réelles.

Au regard des enjeux, la faible participation au scrutin des élections européennes et notamment l'abstention massive des jeunes (70% pour les 18-24 ans, 72% pour les 25-34 ans), des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (77%) et des salariés (69% chez les salariés et 66% chez les employés) sont très préoccupantes et montrent la gravité de la crise démocratique qui marque les sociétés européennes. En parallèle, la hausse sans précédent du chômage en France depuis 1975 touche particulièrement les jeunes (les 15-24 ans) au premier trimestre 2009. Leur taux de chômage (en % du nombre d'actifs) atteint 23,5 %, suite à une augmentation de 5,1 points de % en 1 an et de 2,1 points par rapport au dernier trimestre 2008, soit 90 000 chômeurs de plus au premier trimestre 2009. Ces graves événements nous incitent à poursuivre et à étendre notre action citoyenne. Il s'agit de permettre à tous, et notamment aux jeunes, de construire un avenir.

Il s'agit de faire de la question alimentaire un des enjeux primordiaux d'un contrat social nouveau, doublé d'un contrat « culturel » entre l'homme et la nature. Cette ambition alimentaire se traduit par la réinstallation massive de paysans en Europe. C'est un changement

complet de perspective par rapport au modèle social du siècle précédent où échapper à la condition de paysan semblait la condition de la réussite sociale. C'est un volet vital d'un projet de société capable de relever le défi des crises (écologique, économique, sociale et démocratique) tout en développant les droits sociaux et les libertés individuelles.

Ce projet de société s'incarne déjà dans de nombreuses initiatives menées par des acteurs engagés pour :

- inventer une nouvelle forme d'agriculture fournissant à tous une alimentation saine et équilibrée, qui réponde aux objectifs de la souveraineté alimentaire, rétribue correctement le travail du paysan, n'épuise et ne pollue pas les sols, fixe plus de CO2 dans les sols qu'elle n'en émet dans l'atmosphère ;
- adopter de nouvelles pratiques commerciales dans lesquelles la plus large satisfaction des besoins ne rime pas avec la paupérisation des fournisseurs, qu'ils soient d'Europe ou d'ailleurs ;
- utiliser autrement les techniques afin qu'elles favorisent le partage des connaissances et des droits d'usage collectifs sur les biens communs, plutôt que leur appropriation privée concurrentielle ;
- pratiquer une solidarité internationale qui, pour en finir avec la faim et assurer la sécurité alimentaire de tous les peuples, mise en priorité sur l'extension massive de l'accès à la terre des familles modestes et sur la relocalisation des productions alimentaires de base.

L'initiative « Alimentons l'Europe » va donc se poursuivre, notamment - mais pas seulement - à l'occasion des prochaines élections régionales de mars 2010 qui permettront une appropriation plus locale de la définition des politiques alimentaire et agricole. Elle placera la question de l'emploi des jeunes, de l'accès de tous au foncier et à une alimentation saine et variée comme une priorité de premier plan des débats précédant ces élections, elle invitera les candidats aux assemblées régionales à se prononcer clairement sur des engagements précis et quantifiés, adaptés à chaque territoire. Autour de ces enjeux, le débat se poursuit localement à partir d'une forte mobilisation des acteurs locaux et de tous les citoyens.

A bientôt donc

18 juin 2009,

Alimentons l'Europe

www.alimentons-l-europe.eu

Minga
*Agir ensemble pour
une économie équitable*

